

Direction Régionale Ile de France Centre Normandie  
ZAC du Moulin  
803 boulevard Duhamel du Monceau  
CS 30602 - 45166 OLIVET Cedex  
Tél. : 02 38 23 22 20  
Fax : 02 38 23 22 30  
secretariat.orleans-fr@anteagroup.com

Olivet, le 28 janvier 2022

**STCM**

11 Rue de Pithiviers  
45480 Bazoches-les-Gallerandes

**A l'attention de M. le Directeur Général STCM**

N/Réf. : CENP210022  
ICN/ORL-L22/011/CS

**Objet : Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale  
Mémoire en réponse à l'avis de la MRAE**

Affaire suivie par Christophe SCHARFF  
PCN/ICN

Tél. : 02 38 23 23 50  
courriel : christophe.scharff@anteagroup.fr

Monsieur,

Nos équipes vous ont accompagnées pour l'élaboration du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale relatif à la réalisation de l'activité de transit, regroupement et tri de batteries électriques lithium-ion sur le site STCM B1 implanté sur le territoire de la commune de Bazoches-les-Gallerandes.

La version A du dossier a été déposée le 03/06/2021 et a fait l'objet de commentaires de la part de l'inspection DREAL. Nos équipes ont travaillé, ensemble, à la reprise du DDAE pour apporter des réponses complètes et argumentées à chacun des commentaires formulés.

La version B du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale ainsi corrigé a été déposée le 03/11/2021.

Par sa correspondance du 29/12/2021, le service Sécurité de l'Environnement Industriel de la DDPP indique que le dossier révision B de la Demande d'Autorisation Environnementale, déposé le 03/11/2021 « *est estimé recevable au regard des dispositions réglementaires en vigueur* ».

La correspondance rappelle que l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement sera émis au plus tard le 05/01/2022. Cet avis vous a été communiqué

La MRAE -Mission Régionale d'Autorité Environnementale - est l'autorité environnementale consultée dans le cadre des DAE. La MRAE Centre Val-de Loire s'est réunie par visio-conférence le 20 décembre 2021 et a proposé son « *avis (2021-3379) sur le projet de site de tri, transit, regroupement et démantèlement de batteries lithium-ion de la Société STCM sur la commune de Bazoches-les-Gallerandes* ». L'avis est joint à ce courrier.

Le présent courrier est une réponse aux observations formulées par la MRAE Centre Val-de-Loire sur la Demande d'Autorisation Environnementale précitée.

1/6

N/Réf. : CENP210022  
ICN/ORL-L22/011/CS

Le chapitre « *II. Contexte et présentation du projet* » de l'avis reprend les caractéristiques du projet développées dans les Pièces n°7 « Note de présentation non technique du projet » et n°46 « Description des procédés industriels » de la DAE.

Il est entre autres souligné que l'établissement projeté relève de la rubrique ICPE n°3550 « Stockage temporaire de déchets » sous le régime de l'Autorisation et soumis de fait à la Directive IED. Compte tenu des activités projetées, l'établissement n'est cependant pas classé au titre de la Directive SEVESO.

Le chapitre « *III. Principaux enjeux identifiés par l'autorité environnementale* » appelle un tableau en annexe de l'avis qui liste l'ensemble des enjeux environnementaux susceptibles d'être affectés par le projet et leur importance.

L'avis souligne la complétude de l'étude d'impact et sa réponse à l'ensemble des items prévus par la réglementation ainsi que l'identification claire des enjeux des enjeux environnementaux. Sur les 23 enjeux identifiés par la MRAE, l'appréciation de l'autorité environnementale est la suivante :

- 8 ne sont pas concernés par le projet ;
- 11 sont catégorisés comme « *présents mais faibles* » ;
- 4 sont catégorisés comme « *forts* » ;
- aucun enjeu n'est jugé « *très fort* ».

Les 4 enjeux « forts » sont :

- Les eaux superficielles et souterraines ;
- Les captages d'eau potable ;
- Les sols ;
- Les risques technologiques.

Ces 4 enjeux sont développés dans le corps de l'avis de la MRAE : la pollution des sols et des eaux est discutée dans le chapitre « *IV. Qualité de l'étude d'impact* » et les risques technologiques sont précisés dans le chapitre « *Etude des dangers* ».

Les paragraphes suivants proposent les réponses aux commentaires formulés dans l'avis sur ces sujets.

#### IV.1 Description du projet :

« *aucun autre scénario d'implantation en vue de rechercher le moindre impact environnemental n'est présenté* »

↳ Le projet de site de tri, transit, regroupement et démantèlement de batteries lithium-ion de la Société STCM sur la commune de Bazoches-les-Gallerandes, comme rappelé au chapitre II de l'avis, s'appuie sur le réaménagement des bâtiments existants.

Ainsi cette disposition conservatrice permet de s'affranchir de tous les impacts environnementaux potentiels induits par la construction de nouveaux bâtiments (impact paysager, impact sur la faune-flore, impact sur l'eau si imperméabilisation des surfaces requises...). De fait, les impacts sur l'environnement liés à la mise en œuvre du projet sont réduits par rapport à une implantation du projet sur un site vierge.

2/6

N/Réf. : CENP210022  
ICN/ORL-L22/011/CS

IV 2 . Description de l'état initial - La pollution du sol et des eaux

« le passage à une nouvelle activité sur le site n'entraîne aucune libération de terrains et donc pas d'obligation de mettre en œuvre un Plan de Gestion des Sols pollués ».

↳ Ce constat confirme bien la rédaction retenue dans le dossier DAE « Le projet n'entraîne ni une cessation totale d'activité, ni une libération de terrain. Dans ces conditions, les dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement relatives à la réhabilitation ne sont pas applicables »...

IV 2 . Description de l'état initial - La pollution du sol et des eaux

« Néanmoins, le porteur s'est engagé à :

- réaliser un rapport de base permettant d'établir un état des lieux en lien avec son activité projetée avant la fin de la procédure d'autorisation environnementale ;
- déposer un dossier de demande d'institution de servitude d'utilité publique qui portera notamment sur les niveaux de plomb analysés dans l'environnement du site en vue de désigner les restrictions d'usage potentielles du fait des pollutions constatées.

↳ le rapport de base a été réalisé : rapport IDA210359A du 24/11/2021. Il est joint à cette correspondance. Les principales conclusions sont rappelées ci-après :

- Analyse des sols :
  - Absence d'anomalies en Eléments Métalliques et Métalloïdes constatées par rapport aux différents référentiels existants et disponibles ; les valeurs les plus élevées sont supérieures au 75<sup>ème</sup> percentile et sont localisées au droit et abords du bâtiment principal.
  - Présence de traces d'hydrocarbures C10-C40 au droit du futur bassin d'infiltration mais en concentration inférieure au seuil d'acceptabilité Installation de Stockage de Déchets Inertes
  - Présence de traces en Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques en 2 localisations mais en concentration inférieure au seuil d'acceptabilité Installation de Stockage de Déchets Inertes
  - Absence de dépassement sur lixiviat des seuils d'acceptabilité en ISDI sur l'ensemble des échantillons analysés.
  - En conclusion : aucun impact n'a été identifié dans les sols.
- Analyse sur les eaux souterraines :
  - Présence de la nappe d'eaux souterraines des calcaires de Beauce à une profondeur moyenne de 22 m ; cette nappe est jugée comme peu vulnérable à un éventuel impact émanant du site à l'étude.
  - 3 piézomètres implantés sur le site : quantification de lithium et magnésium au droit de l'ensemble des ouvrages ; quantification d'ortho-phosphate, phosphore, manganèse et nickel au droit d'un seul des 3 ouvrages.
  - Aucun dépassement des seuils fixés dans le Code de la Santé Publique sur les eaux de consommation ou brutes n'est observé.

↳ le Dossier de Servitude d'Utilité Publique est en cours d'élaboration. Il intègre les résultats des deux dernières campagnes de mesure 2020 et analyses des risques réalisées par GALYS. Il présente un zonage associé aux 4 concentrations seuils définies par l'INERIS dans le « Guide pour l'orientation des actions à mettre en œuvre autour d'un site dont les sols sont potentiellement pollués par le plomb (2004) » et les servitudes proposées par zone.

3/6

N/Réf. : CENP210022  
ICN/ORL-L22/011/CS

IV 3. Description des effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et des mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs importants - La pollution du sol et des eaux

« Les contenants de produits à risques seront systématiquement placés dans des conteneurs adaptés, sur des zones de rétentions spécifiques. En cas de déversement accidentel de produits dangereux à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments hors des zones de rétention, les sols étant étanches, le dossier précise que les volumes, estimés faibles, devraient être facilement récupérés par l'intermédiaire de produits absorbants.

*Cette description imprécise ne permet pas d'apprécier la capacité d'absorption des produits et la probabilité qu'un déversement accidentel excède cette capacité. Des précisions devront être apportées par le dossier pour permettre de garantir la réduction effective du risque de pollution à un niveau acceptable ».*

↳ Comme indiqué dans les Pièces n°46 « Description des procédés » et 49 « Etude des dangers » du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale, « les opérations de démontage n'appellent pas l'utilisation de solvants ou autres produits dangereux. que les produits ».

Seuls les modules des batteries contiennent des produits dangereux, mais il est rappelé que dans le cadre des procédés industriels engagés, lesdits modules ne sont pas démantelés.

Seule l'électrolyte constitue un liquide inflammable au sein de la batterie, et désigne alors le combustible principal de la batterie. La part de l'électrolyte sur une batterie li-ion est inférieure à 15 % de la matière active de la batterie (66 % de la batterie) soit l'équivalent de 15 kg pour une batterie de masse moyenne 150 kg. A titre d'exemple, le carbonate d'éthylène qui est l'un des composants de l'électrolyte d'une batterie LFP a une masse volumique de 1,32 g/cm<sup>3</sup>. 15 kg représenteraient alors moins de 12 litres.

Un épandage sur un sol béton de toute la capacité en électrolyte d'une batterie suite à une mauvaise manipulation lors d'un transfert, en supposant une épaisseur de nappe de 1 cm [source UFIP], conduit à définir une nappe se développant au sol de moins de 1,4 m de diamètre. Quelques kg d'absorbants permettront de traiter cet épandage de volume réduit.

L'absorbant mis en application sera neutralisant et supprimera de fait la corrosivité acido-basique en ramenant le PH à un niveau non dangereux (un produit chimique peut émettre en continu des vapeurs dangereuses. La neutralisation des acides et des bases permet de stopper ces émissions à la source). Un produit chimique neutralisé ne sera plus corrosif, ce qui limitera les risques de contamination humaine et matérielle.

L'intervention du personnel sera réalisée selon la consigne de sécurité idoine. En particulier, l'intervenant disposera des équipements de sécurité adaptés au déversement chimique et utilisera les signalisations appropriées.

Le mélange résultant de la neutralisation du déversement par l'absorbant sera collecté et stocké dans un contenant étanche puis évacué selon la filière de traitement adaptée.

IV 3. Description des effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et des mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs importants - La pollution du sol et des eaux

*Le règlement d'urbanisme local exige que les eaux pluviales soient infiltrées dans les parcelles de l'occupant. Les eaux pluviales de toiture et de ruissellement sont collectées dans un bassin de confinement étanche en partie nord-est du site, d'une capacité de 780 m<sup>3</sup>. Les eaux de ruissellement sont au préalable traitées dans un déboureur-séparateur d'hydrocarbures. En cas d'incendie, les eaux d'extinction seront dirigées via ce réseau de collecte des eaux de pluie vers le bassin de confinement. L'efficacité de ce dispositif n'est pas documentée. Les rendements devraient être précisés pour l'ensemble des polluants dont la directive cadre sur l'eau impose pourtant la réduction à la source. L'autorité environnementale recommande de présenter les performances du traitement des eaux pluviales envisagées et de mettre en œuvre le cas échéant les solutions de réduction à la source les plus adaptées à la sécurisation du site.*

↳ L'établissement STCM dispose d'un bassin étanche de capacité 780 m<sup>3</sup>. Ce bassin est étanche car, dans le cadre de l'exploitation précédente de recyclage de batterie plomb, cet ouvrage était dédié à la collecte des eaux de pluies, eaux de pluies qui étaient alors recyclées dans le process pour assurer le refroidissement des fours.

Dans le cadre du projet de de tri, transit, regroupement et démantèlement de batteries lithium-ion, ce bassin de 780 m<sup>3</sup> sera utilisé pour collecter les eaux pluviales du site hors partie administrative, ainsi que les eaux d'extinction incendie.

Ce bassin constitue tout d'abord le dispositif de collecte des eaux d'extinction du site. La Pièce n°49 – Etude des Dangers – de la DAE justifie les volumes à collecter, dimensionnés à partir du D9A « *Guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction* ». Le projet est défini pour un stockage maximal sur site de 125 tonnes de déchets dangereux (batterie Li-Ion). Les calculs réalisés via l'application du guide D9A désignent un volume de collecte requis des eaux extinction incendie de 600 m<sup>3</sup> incluant le volume des eaux nécessaires pour la défense incendie (480 m<sup>3</sup>) et le volume lié aux intempéries (120 m<sup>3</sup>). Le bassin de capacité 780 m<sup>3</sup> assure alors la rétention de l'ensemble de ces eaux d'extinction incendie. L'étanchéité du bassin est vérifiée périodiquement dans le cadre des opérations de maintenance préventive. Les eaux d'extinction incendie du site sont collectées et confinées dans un bassin adapté. Ces eaux seraient alors pompées puis mises en citerne par une société agréé et adressées vers la filière de traitement idoine.

Ce bassin constitue également un bassin de tamponnement des eaux pluviales du site. Comme illustré en Pièce n°48 de la DAE – Plan d'ensemble - l'établissement dispose d'un réseau dédié à la gestion des eaux pluviales. Les eaux pluviales de toiture et de voiries sont ainsi collectées puis adressées vers le bassin de tamponnement de 780 m<sup>3</sup>. Les eaux de ruissellement sur les voiries transitent par un séparateur hydrocarbures implanté en amont du bassin de tamponnement.

Le niveau du bassin de 780 m<sup>3</sup> sera régulièrement contrôlé puis vidangé de façon à pouvoir accueillir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie qui y seraient confinées dans ce bassin. Une signalisation de niveau sera matérialisée, reposant sur un niveau maxi et un niveau minimum pour 480 m<sup>3</sup> (équivalent au besoin en eaux extinction incendie pour la Défense Extérieure Contre l'Incendie, guide D9).



N/Réf. : CENP210022  
ICN/ORL-L22/011/CS

Les eaux pluviales collectées dans ce bassin de tamponnement feront l'objet d'un contrôle périodique pour en vérifier la conformité réglementaire avant rejet dans un milieu environnant, et notamment le respect des valeurs seuils désignées dans l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié, rappelé au tableau 24 de la partie n°4 – Etude d'impact – de la DAE. Les paramètres à suivre dans le cadre de ce suivi incluront ceux liés à l'ancienne activité (métaux notamment) afin de vérifier l'absence de résidus et ceux liés à l'activité projetée.

Selon les résultats du contrôle, les eaux seront évacuées soit en infiltration sur le site (eaux conformes aux seuils définis), soit via la filière de traitement externe autorisée (en cas de dépassement des seuils définis pour les eaux).

Comme indiqué dans la Pièce n°4 – Etude d'impact – de la DAE, STCM a étudié la solution d'infiltration sur site la plus adaptée à l'emprise foncière et à la perméabilité. Le dossier d'étude est joint à cette correspondance. Un bassin d'infiltration à ciel ouvert de capacité 200 m<sup>3</sup> (surface de 15 m x 10 m en fond, et profondeur de 0,8 m) sera implanté en partie nord de la parcelle du siège administratif, en dehors des zones du site ayant accueilli les activités liées au traitement du plomb.

Les eaux pluviales collectées dans le bassin de tamponnement de 780 m<sup>3</sup> seront adressées vers le bassin de tamponnement sous réserve de leur conformité aux seuils réglementaires applicables pour autoriser un rejet dans le milieu naturel. Ces eaux seront évacuées vers l'exutoire qu'est le bassin d'infiltration via une pompe de débit 5 m<sup>3</sup>/h.

Le personnel en charge de la gestion des eaux pluviales sera formé aux instructions de surveillance et recevra une habilitation notamment pour l'envoi des eaux par bâchée vers le bassin d'infiltration.

Le chapitre « IV. Etude de dangers » de l'avis commente la Pièce n°49 de la DAE, Etude des Dangers. L'avis n'appelle pas de demande de précisions complémentaires. Il souligne que :

- l'analyse des dangers est en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 (préservation de l'eau des milieux aquatiques) et L. 511-1 du code de l'environnement (commodités du voisinage, santé et salubrité publique...).
- Les scénarios d'accident principaux retenus sont clairement caractérisés.
- Les mesures prises pour limiter et réduire les risques et leurs conséquences sont détaillées et adaptées. L'efficacité des dispositifs de sécurité est abordée.
- En cas d'incendie généralisé du stockage des batteries, l'étude indique que les émissions de fumées conduiront à des effets toxiques sortant du site à des hauteurs de l'ordre des 30 mètres par rapport au sol. Aucune cible n'est impactée par ces panaches de fumées.

Nos équipes se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Cordialement

Christophe SCHARFF  
Directeur de Projets

6/6